

En 2007, un rapport pointait déjà de graves dérives au sein de la police

Crise à Lausanne À la même période, une grande démarche éthique avait été lancée. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Romarc Haddou
Benno Tuchschnid

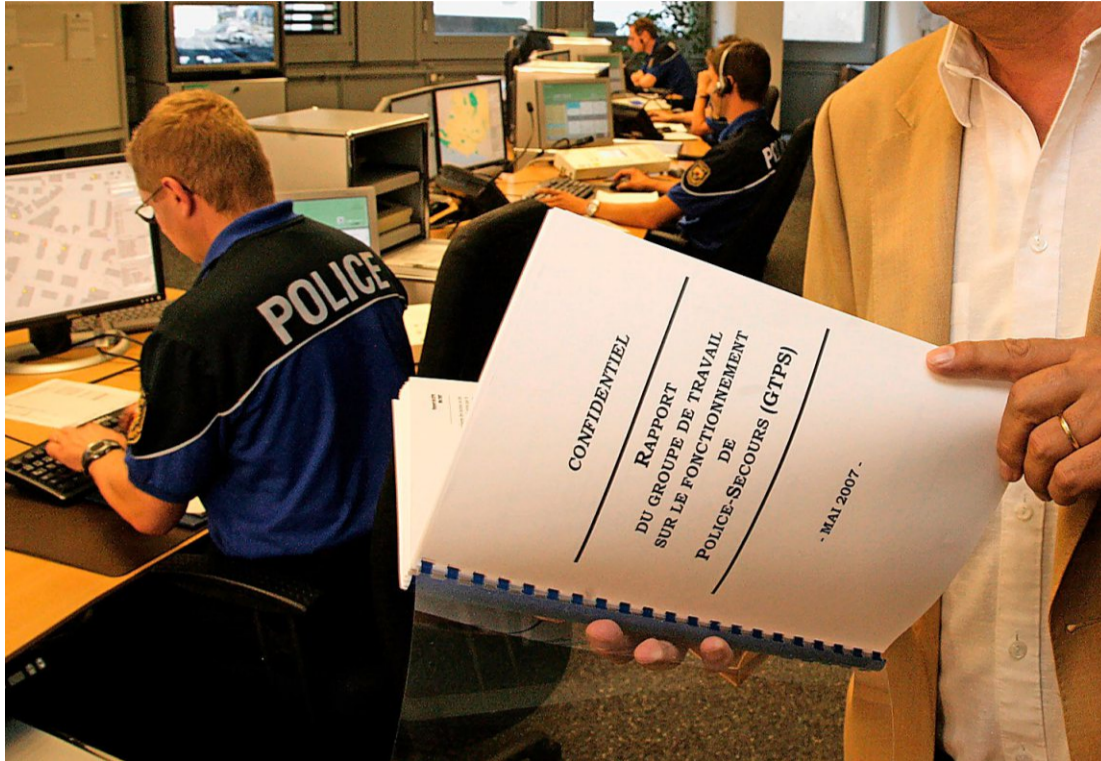
En crise depuis un mois, la police de Lausanne a appris le départ de son commandant cette semaine. Olivier Botteron a demandé à faire valoir son droit à la retraite au 1^{er} juillet 2026. Le contexte est brûlant depuis que la Municipalité a révélé, le 25 août, l'existence de groupes WhatsApp dans lesquels certains agents échangeaient des photos et des propos haineux.

Face à la presse, le syndic Grégoire Junod n'a pas tergiversé: «Il existe un racisme systémique à la police de Lausanne, un antisémitisme, une homophobie, un mépris des femmes et des personnes en situation de handicap.» Huit policiers ont déjà été suspendus.

Ce n'est pas la première fois que la culture de l'institution fait l'objet de vives critiques. En 2007, un rapport sur le fonctionnement de police secours – qui a fusionné avec la police de proximité en 2024 – avait déjà fait grand bruit. Après l'apparition de tensions internes, un groupe de travail avait analysé le fonctionnement de cette entité. Résultat des investigations? Un document de 127 pages dont «Le Matin Dimanche» avait dévoilé le contenu, et dans lequel nous nous sommes replongés.

Ce rapport fait état de violences et de menaces envers les citoyens, de comportements discriminatoires et machistes envers les femmes ou encore de documents modifiés, notamment des rapports d'intervention, pour obtenir des avantages ou couvrir des fautes professionnelles. Il n'est pas fait mention de racisme.

Il y a dix-huit ans, des problématiques managériales semblaient au cœur de la crise (seuls 36% des répondants disaient avoir confiance en leur supérieur direct et 39% envers leur commandant) mais, dans certaines parties du rapport, les auteurs laissaient entendre que la «culture interne» pouvait favoriser les dérives. Un constat qui semble revenir aujourd'hui lorsque le syndic de Lausanne parle de «racisme systémique».



En 2007, un rapport sur le fonctionnement de police secours faisait état de dérives rendues possibles par une culture interne problématique. Florian Cella

Peut-on imaginer que les deux crises ont des racines communes? Que reste-t-il de la refonte lancée dans les années 2000? Municipal chargé de la Sécurité publique de 2006 à 2012, Marc Vuilleumier (POP) rappelle que la publication du rapport de 2007 s'inscrivait dans une réflexion plus large appelée «démarche éthique» et menée en lien avec l'Université de Sherbrooke (Canada), spécialiste de la question.

La police lausannoise récompensée

En 2002, cette démarche avait débouché sur un concept ambitieux. Parmi les mesures: élaboration d'une charte éthique et d'un code de déontologie, création d'une commission spéciale, nomination d'un délégué à l'éthique et accent mis sur la formation.

«La police de Lausanne a reçu deux prix, l'un suisse et l'autre européen, pour cette démarche qui était assez innovante à l'époque, souligne Marc Vuilleumier, aujourd'hui député. À ma connaissance, beaucoup de choses ont été laissées à l'aban-

don, voire démantelées depuis une dizaine d'années. Pourtant, je suis convaincu que la situation actuelle aurait pu être atténuée. Je ne dis pas «évitée» car il est difficile de lutter contre l'esprit de corps, mais je pense que beaucoup de choses ambitieuses ont été vidées de leur substance.»

«En accordant une place plus importante à chaque agent et à son ressenti, il y avait une volonté de limiter l'omerta.»

Marc Vuilleumier
Ex-municipal chargé de la Sécurité publique de 2006 à 2012

«Au contraire, répond la Ville de Lausanne par l'intermédiaire de sa responsable de la communication. Le Comité d'éthique existe toujours et la commission de déontologie a été renforcée.

Les événements récents prouvent qu'il faut dorénavant opérationnaliser l'éthique.» Il n'y a plus de délégué à l'éthique, mais une personne préposée à la déontologie et à la prévention.

La Ville ajoute qu'une réflexion a été lancée en 2024 au sein du Conseil cantonal de sécurité «concernant la création d'une commission d'éthique à l'échelle cantonale» pour harmoniser les pratiques.

L'action plutôt que la réflexion

Le partenariat avec l'Université de Sherbrooke a, lui, été stoppé en 2019. «Après cette collaboration nécessaire, il a été décidé de passer d'une démarche basée sur la réflexion à une démarche basée sur l'action», justifie la Ville.

Interpellé sur le rapport de 2007, l'Exécutif n'entend pas le commenter. «La structure et l'organisation actuelles n'ont plus rien à voir avec celles de l'époque et toutes les personnes impliquées ne font plus partie de la police municipale de Lausanne. Aucun des membres de la Municipalité, ni même le commandant

Botteron n'étaient en fonction à cette date. Il nous est donc impossible d'analyser ou de donner notre avis sur les conclusions, n'ayant aucun élément de contextualisation.»

Le syndic de l'époque, Daniel Bréaz, est un peu plus disert. Il pense se souvenir que le rapport avait entraîné «une remise en question», mais «n'avait pas fait l'effet d'une bombe» au sein du Corps de police. «Nous pensions avoir pris des mesures adéquates, mais l'épisode des groupes WhatsApp prouve que ce n'était pas suffisant. La crise actuelle a montré qu'il y a encore de fortes résistances face aux critiques au sein de la police.»

Une source policière, qui désire rester anonyme, confirme que «l'institution n'aime pas vraiment le changement. Il est facile de lui faire admettre qu'il y a des difficultés et qu'il faut prendre des mesures mais pour les mettre en œuvre, c'est beaucoup plus compliqué.»

Réformer la police «en profondeur»

À Lausanne, ce sera la mission d'André Duillard, ancien délégué du réseau national de sécurité et ancien commandant de la police cantonale neuchâteloise. Il est chargé de conduire une «réforme en profondeur de la culture de travail au sein de la police municipale». Sa mission débute ce mardi 23 septembre et il n'entend pas s'exprimer sur le rapport de 2007. Il confirme néanmoins qu'il se penchera sur le document «afin de savoir ce qui a été modifié et ce qui subsiste depuis cette époque».

Marc Vuilleumier suggère de s'intéresser à nouveau au management: «Aujourd'hui, on insiste sur la visibilité des uniformes au centre-ville même si ça n'a pas toujours de sens pour les agents. Le commandement participatif qui avait été mis en place semble régresser. En accordant une place plus importante à chaque agent et à son ressenti, il y avait une volonté de limiter l'omerta. Ce n'était pas une révolution, c'était un nouvel état d'esprit, l'idée d'une police populaire, comme j'aime à le dire en tant que popiste.»

PUBLICITÉ

LA CLOPE QUI CLIC



L'ORIGINALE
SUISSE

Plus d'infos
ici!



Rauchen ist tödlich – hören Sie jetzt auf. Fumer tue – Arrêtez maintenant. Il fumo uccide – smetti subito.